LETTRE D'INFORMATION DOCUMENTAIRE

N°2013-05
MAI 2013

AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

SOMMAIRE

1. Agenda 1
2. Urbanisme et amenagement 1
2.1 Planification, urbanisme 1
2.2 Politique de la ville, renouvellement urbain 2
2.3 Habitat, logement social 2
2.4 Espaces naturels 3
2.5 Risques majeurs 3
3. Développement des territoires 3
3.1 Politique et intervention économique 3
3.2 Formation professionnelle, apprentissage ..... **Erreur ! Signet n**
3.4 Politique du tourisme 4
4. Deplacements et transports publics 4
5. Présentation des acquisitions 5

1. AGENDA

Comment financer et optimiser l'efficacité énergétique ?
Organisée par AEF Développement durable, Habitat et Urbanisme, 13 juin 2013, Espaces CAP 15 - 1/13 Quai de Grenelle - PARIS 15e

Pour sa journée annuelle de débats, AEF Développement durable a choisi cette année, en partenariat avec AEF Habitat et Urbanisme, de se focaliser sur **l'efficacité énergétique et son financement** : face à la raréfaction des ressources fossiles et à leur impact sur le climat, comment parvenir à davantage de sobriété énergétique ? Quels impacts sur nos modes de consommation, de production, de transports ? Comment mobiliser les acteurs de terrain, notamment dans le cadre de la décentralisation ? Comment optimiser l'efficacité énergétique des bâtiments ? Quelles ambitions avoir pour les certificats d'économies d'énergie ?
Cette matinée labellisée **"débat national sur la transition énergétique"** sera clôturée par Delphine Batho, ministre du Développement durable.

2. URBANISME ET AMENAGEMENT

2.1 Planification, urbanisme

Petite révolution dans les relations entre l'administration et les usagers / BISSUEL Bertrand
Le Monde, 18/05/2013, p. 8

Un vieux principe du droit sera bientôt inversé : toute requête restée sans réponse sera acceptée.

Ingénierie publique territoriale Compenser le désengagement de l'État / VILLE Frédéric
Techni.cités, 08/05/2013, n°249, p. 29-34

Le désengagement de l'État en matière d'ingénierie publique se fait cruellement sentir, notamment en milieu rural, avec la disparition programmée de l'Atesat ou de l'appui à l'ADS. En même temps, le poids croissant des normes n'est plus jugé supportable et inversement, les agences d'études techniques nationales ou régionales trop loin du terrain. Parmi les solutions, à noter la poussée des ATD au niveau local et le regroupement annoncé des agences techniques à un niveau plus stratégique.

Urbanisme et logement : « Le gouvernement doit s'appuyer davantage sur les architectes » / ERRARD D.
Le Moniteur.fr, 03/05/2013
http://www.lemoniteur.fr/171-urbanisme-et-amenagement/article/actualite/20947681-urbanisme-et-logement-le-gouvernement-doit-s-appuyer-davantage-sur-les-architectes

Le projet d'habilitation pour adopter des mesures par ordonnances permettant d'accélérer la construction de logements a été présenté le 2 mai en conseil des ministres. Lionel Carli, président de l'Ordre des architectes, évoque la nécessité de ne pas s'en tenir à une démarche quantitative. Une ambition architecturale et urbaine est selon lui indispensable.

Pour cela, le président de l'Ordre suggère au gouvernement de recourir davantage aux compétences des architectes grâce à d'autres mesures qui fluidifieront aussi les démarches administratives.

Aléas de la patrimonialisation urbaine / GARNIER Jean Pierre; CASTRILLO ROMON Maria
Espaces et sociétés, 31/03/2013, n° 152-153, p. 9-159

Envisager d'emblée les aléas de la patrimonialisation urbaine peut sembler a priori paradoxal. Évacuant tout ce qui pourrait ressortir de la contradiction et de l'antagonisme, la patrimonialisation est censé impliquer un rapport pacifié au temps et à l'espace. Néanmoins, comme le montrent les articles réunis dans ce dossier, ce sont en réalité, pour peu que l'on en explore les pratiques, la diversité des conceptions, le désaccord et le conflit qui l'emportent.

2.2 Politique de la ville, renouvellement urbain

Grenoble remet de la mixité dans ses quartiers / SIDANER Xavier
Acteurs publics, 30/05/2013, n°95, p. 76-77

Le quartier de l'Arlequin, au sein de l'ensemble urbain de la Villeneuve, est entré dans une phase de renouveau à travers une vaste opération de réabilitation de logements sociaux et de copropriétés privées.

Michel Delebarre est nommé Président de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine
Le Moniteur.fr, 23/05/2013
http://www.lemoniteur.fr/145-logement/article/actualite/21335439-michel-delebarre-est-nomme-president-de-l-agence-nationale-pour-la-renovation-urbaine

Nommé par décret du Président de la République en date du 21 mai 2013, Michel Delebarre devient le troisième Président de l'ANRU depuis la création de l'établissement en 2004.

2.3 Habitat, logement social

Logement social : l'Isère et le Grand Lyon candidats pour expérimenter « la location choisie » / THOUVENOT Agnès
La Gazette des communes, 17/05/2013, n°2174, p. 12

La concertation lancée par la ministre du logement, Cécile Duflot, pour réformer les attributions des logements sociaux doit s'achever le 22 mai 2013. Le projet de loi devrait permettre des expérimentations locales : deux territoires de Rhône-Alpes sont d'ores et déjà candidats.

Vous avez dit « Habitat participatif » ? / LEMÉE Guy
La lettre du cadre territorial, 15/05/2013, n° 464, p. 39

La « Grande loi Duflot » sur le logement et l'urbanisme est attendue et devrait être soumise au Parlement à la rentrée nous dit-on. Peu de choses filtrent, mais on sait que bien des chantiers sont ouverts, de la réforme des professions immobilières et du statut de la copropriété en passant par l'urbanisme opérationnel et le logement social.

Des mesures pour accélérer les constructions de logement / GERBEAU Delphine
La Gazette des communes, 02/05/2013
http://www.lagazettedescommunes.com/165721/des-mesures-pour-accelerer-les-constructions-de-logement/

Le projet de loi d'habilitation à légiférer par ordonnance, qui ambitionne de lever les obstacles au montage des projets de logements, se concentre essentiellement sur la lutte contre les recours contentieux abusifs.

HLM : les objectifs de production sont-ils réalistes ? / FRANCQUEVILLE Laurence
Le Moniteur.fr, 03/05/2013
http://www.lemoniteur.fr/145-logement/article/actualite/20941828-hlm-les-objectifs-de-production-sont-ils-realistes

Les circulaires de programmation des aides de l'Etat pour le logement social envoyées aux préfets prévoient de construire 150 000 unités dès 2013. Sans remettre en cause l'objectif, les bailleurs s'étonnent de sa déclinaison régionale, alors même que le cadre financier des opérations n'est pas stabilisé.

2.4 Espaces naturels

L'environnement sacrifié / MONTEL-DUMONT Olivia ;RAGOT Lionel
Cahiers français, 30/06/2013, n° 374, p. 1-67

Quel que soit le contexte, les actions en faveur de l'environnement se heurtent à des obstacles qui relèvent de la nature même des problèmes à combattre : tandis que les dommages ont un caractère mondial, le pouvoir décisionnel demeure cantonné à l'échelle des nations, la coopération entre elles étant d'autant plus difficile que s'affrontent des intérêts conflictuels, notamment entre Nord et "Suds"...

Mode d'emploi de la compensation carbone / JUAN Mathilde
Techni.cités, 23/04/2013, n°248, p. 25-27

De plus en plus de collectivités font le choix de compenser volontairement leurs émissions de gaz à effet de serre. Connectée à une stratégie territoriale, la compensation permet d'aller plus loin dans la lutte contre le changement climatique. Pour cela, il est possible de stocker le carbone dans les territoires, à condition de respecter quelques bonnes pratiques techniques, juridiques et financières.

2.5 Risques majeurs

Risque d'inondation. Comment réduire la vulnérabilité des entreprises / DELMOLINO Alexandra
Environnement magazine, 31/05/2013, n°1717, p. 45-54

En France, la sinistralité liée aux inondations est estimée à 500 millions d'euros, en année moyenne sur dix ans. Malgré de forts enjeux économiques pour la résilience des territoires, la réduction de la vulnérabilité des entreprises aux risques d'inondation reste balbutiante.

3. DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

3.1 Politique et intervention économique

Cantal. 148 500 hab. Le télétravail, vrai levier d'attractivité / LE GALL Sophie
La Gazette des communes, 20/05/2013, n° 2174, p. 36

En créant des télécentres, maisons d'accueil des télétravailleurs, le département a trouvé un remède à la désertification rurale et une solution pour les actifs qui souhaitent mettre leur vie professionnelle au vert.

Industrie. Ces territoires qui attirent les entreprises chinoises / GARCIA Caroline
La Gazette des communes, 20/05/2013, n° 2174, p. 30-31

Pourquoi ? Les responsables locaux cherchent des solutions pour développer l'économie de leur territoire. Les investisseurs chinois montrent un intérêt croissant pour l'Europe et la France en particulier. Pour qui ? Régions, départements et communes organisent leurs services internationaux pour développer des relations avec leurs homologues chinois, en associant les entreprises de leur territoire. Comment ? Les collectivités s'engagent sur le long terme dans des relations de confiance, basées sur les échanges culturels, qui permettent ensuite de mettre en œuvre des projets économiques.

Lille métropole (Nord), 85 communes, 1,2 million d'hab. La success story de la « Ch'ti Silicon Valley » / LESQUEL Emmanuelle
La Gazette des communes, 13/05/2013, n° 2173, p.40-41

Quatre ans après son inauguration, Euratechnologies, l'ambitieux projet de la communauté urbaine, a trouvé son public. Les entreprises sont de plus en plus nombreuses à vouloir s'installer sur le site d'un ancien géant de l'industrie textile devenu un pôle d'excellence de l'économie numérique.

3.3 Politique du tourisme

La sur-fréquentation du site classé du Mont-Blanc inquiète les montagnards
Lettre de l'économie du sport (La), 10/05/2013, n°1111, p. 4

Le 15 mars 2013, tous els acteurs de montagne se sont rassemblées lors d'une réunion à l'initiative du Préfet de la Haute Savoie. Au centre de préoccupations, la surfréquentation du site classé du Mont-Blanc.

Afflux de populations dans les communes touristiques : les services répondent présents ! / TALPIN Jean-Jacques
Techni.cités, 23/04/2013, n° 248, p. 29-34

La France est le premier pays au monde pour le nombre de touristes accueillis. Même si les saisons sont de plus en plus longues, les communes touristiques à la mer, à la montagne ou en campagne doivent faire face à des afflux de populations sur des périodes parfois courtes. Face à cette contrainte, les services techniques ont appris à adapter leurs moyens et ont mis en place des organisations internes strictes pour répondre aux besoins saisonniers.

4. DEPLACEMENTS ET TRANSPORTS PUBLICS

Les transports intelligents au service des nouvelles mobilités / CHASSAGNE Claudine
Techni.cités, 23/04/2013, n° 248, p. 18-19

Les systèmes de transport intelligents associent les technologies de l'information, de la communication et de la géolocalisation à l'ingénierie des transports. Péage urbain, alerte automatique, panneaux à messagerie variable, sont autant de services destinés à optimiser le trafi c ou améliorer la sécurité routière, dans les domaines du fret ou du transport des passagers.

5. PRESENTATION DES ACQUISITIONS

Les 14 lettres d'information documentaire thématiques mensuelles, proposées par le réseau des documentalistes du CNFPT, traitent des informations relatives aux champs de l'action publique locale :

1. Europe, coopération internationale
2. Finances et gestion locale
3. Droit public, fonction publique territoriale, collectivités territoriales, citoyenneté, achat public
4. Information, communication, systèmes d'information
5. Sécurité et police municipale
6. Sécurité, sapeurs-pompiers et risques majeurs
7. Formation professionnelle, ingénierie de formation, pédagogie
8. Ressources humaines, management, fonction publique territoriale (dont statut)
9. Culture
10. Action éducative et sport
11. Solidarité, cohésion sociale, enfance
12. Santé
13. Aménagement et développement durable des territoires
14. Services techniques urbains et infrastructures publiques

Une quinzième lettre à caractère généraliste présente un panorama transverse de l'ensemble des problématiques des collectivités territoriales.

L'objectif de ces lettres est de fournir au lecteur une veille documentaire et de lui fournir des informations issues de la presse, de publications professionnelles et du web.

Les référents-documentalistes de ces lettres sont :
Madeleine BACHE (pour la lettre n°1), Brigitte BONIN (lettres n°4 et 7), Florence FLEURY (lettre n°3), Bérangère GODEMENT (lettres n°11 et 12), Chantal COUPIGNY (lettre n°13), Hélène JURAIN (lettre n°9), Catherine LE QUERRE (lettre n°2), Anne MAES (lettre n°8), Annie MOREAU (lettres n°5 et 6), Fabienne ODILE (lettre n°14), Dorothée PLARD (lettre n°10).